

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

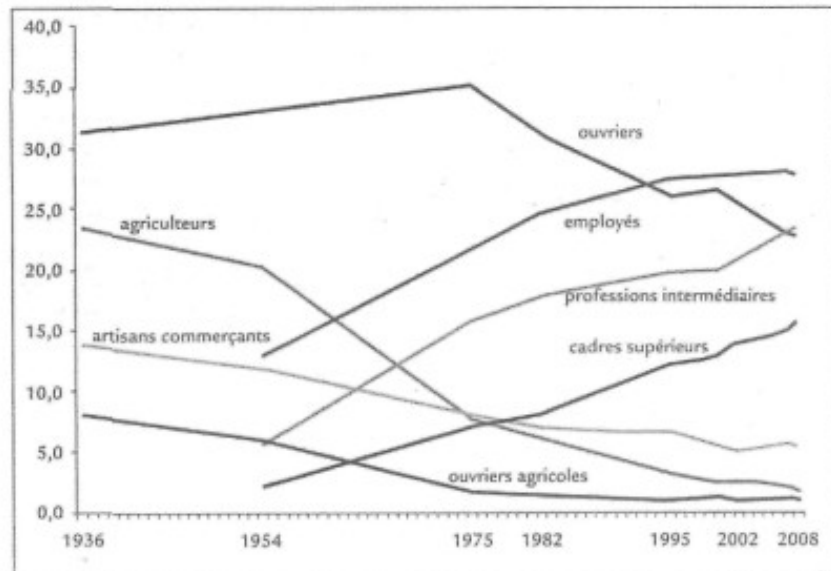
SUJET

Ce sujet comporte quatre documents

Dans quelle mesure les classes sociales existent-elles aujourd'hui en France ?

DOCUMENT 1

**Structure de la population active en France selon le groupe socioprofessionnel
(en % de la population active totale)**



Source : La société française, un bilan sociologique des évolutions depuis l'après-guerre, sous la direction de Olivier GALLAND, Yannick LEMEL, 2011.

DOCUMENT 2

Montants de patrimoine brut⁽¹⁾ moyen par grandes composantes en 2010 selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (en euros)

Catégorie socioprofessionnelle	Patrimoine immobilier	Patrimoine financier
Agriculteur	227 000	110 100
Artisan, Commerçant, Industriel	270 000	87600
Profession libérale	453 400	237 600
Cadre	272 600	74400
Profession intermédiaire	155800	33400
Employé	86200	17400
Ouvrier qualifié	95400	15100
Ouvrier non qualifié	48500	7900

Source : d'après, Enquête Patrimoine 2009-2010, INSEE, 2011.

(1) Le patrimoine est constitué des avoirs financiers (livret d'épargne, portefeuille d'actions,...) et des avoirs non financiers (biens immobiliers), il s'agit ici du montant du patrimoine dont on n'a pas déduit les éventuels emprunts en cours.

DOCUMENT 3

Sentiment d'appartenance à une classe sociale (en %)

Catégorie socioprofessionnelle ⁽¹⁾	Rappel 1967	Janvier 2013
Artisans et commerçants	55	56
Professions libérales et cadres supérieurs	68	59
Employés et professions intermédiaires	69	57
Ouvriers	58	53
Ensemble	59	56

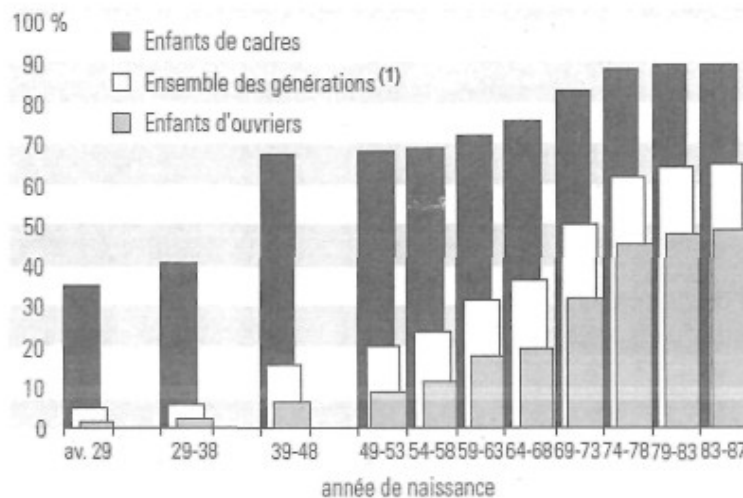
(1) En 1967, les catégories « Artisans et commerçants » et « Employés et professions intermédiaires » étaient respectivement « Industriels et commerçants » et « Employés et cadres moyens ».

Source : sondage IFOP, 2013.

Lecture : en janvier 2013, 53 % des ouvriers ont répondu « oui » à la question suivante : « avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale ? ».

DOCUMENT 4

Pourcentage de bacheliers selon la génération et le milieu social



Source : L'état de l'école, Ministère de l'éducation nationale, 2010.

Lecture : 65 % des élèves nés entre 1983 et 1987 ont obtenu le baccalauréat ; c'est le cas de 89 % des enfants de cadres et de 49 % des enfants d'ouvriers.

(1) Ensemble des individus d'une même génération quel que soit le milieu social.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties.

1. *Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.*
2. *Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.*
3. *Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :*
 - *en développant un raisonnement ;*
 - *en exploitant les documents du dossier ;*
 - *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
 - *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

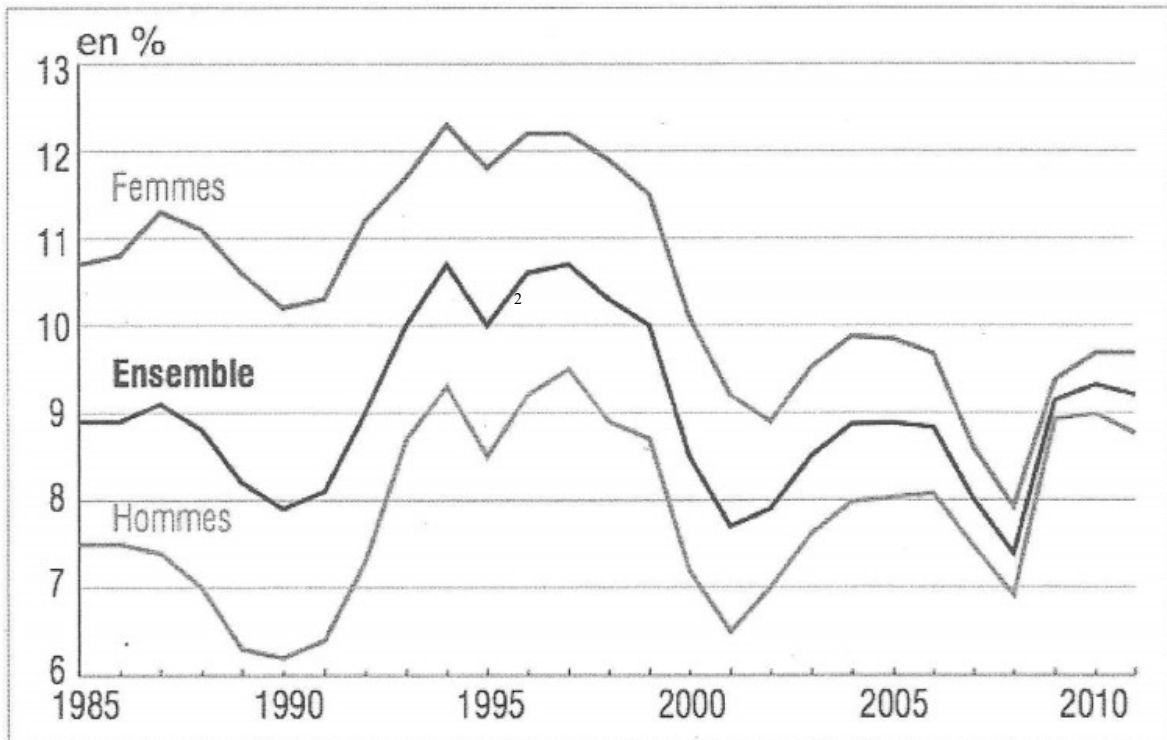
1. En quoi l'approche en termes d'IDH complète-t-elle celle en termes de PIB ? (3 points)
2. Montrez, à l'aide d'un exemple, que les conflits peuvent être un moyen de résistance au changement social. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

DOCUMENT

Vous présenterez le document puis vous caractériserez l'évolution des inégalités face au chômage qu'il met en évidence.

Taux de chômage entre 1985 et 2011



Champ : France métropolitaine

Source : d'après Tableaux de l'économie française, INSEE, 2013.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10points)

Cette partie comporte trois documents.

À l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous montrerez que l'union économique et monétaire renforce les interdépendances entre les politiques conjoncturelles des États membres.

DOCUMENT 1

L'Union économique et monétaire (UEM) mise en place en 1999 avec la création de l'euro vient d'être confrontée au cas d'école qu'on pouvait redouter. Est-elle bien armée pour gérer une crise économique majeure avec, d'un côté, une politique monétaire unique axée sur la stabilité des prix et, de l'autre, des politiques budgétaires nationales encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) ?

La Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour mission d'assurer, en toute indépendance des pouvoirs politiques, la stabilité des prix dans la zone euro. Les traités européens sont formels sur la priorité de cet objectif. Pour le respecter, la BCE s'est dotée d'une stratégie qu'elle a appliquée scrupuleusement depuis la naissance de l'euro. D'ailleurs, elle n'a eu de cesse, en régime normal, d'insister sur la cohérence de toutes ses décisions au regard de la stabilité des prix. [...] Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro. En effet, un déficit public et l'accroissement de la dette d'un État membre peuvent entraîner, pour l'ensemble de la zone euro, des pressions sur les prix (par une augmentation de la demande de biens et services) et sur les taux d'intérêt (par un surcroît de demande de financement), tout cela risquant de générer, en plus, des impacts négatifs sur la valeur externe de la monnaie unique. De fait, le PSC vient largement en appui de la politique de stabilité des prix pilotée par la BCE.

Source : « L'euro et le PSC dans la tourmente », Michel DEVOLUY, Cahiers français n°359, novembre-décembre 2010.

DOCUMENT 2

L'adoption d'une même monnaie par différents pays supprime l'ensemble des coûts liés aux variations des taux de change⁽¹⁾ des monnaies entre elles. De ce fait, les échanges entre les différents pays de la zone sont facilités par la seule suppression des taux de change. Le poids du commerce intrazone augmente, ce qui favorise la transmission des fluctuations d'une économie à l'autre. En effet, une accélération de la croissance dans un des pays accroît les importations en provenance des autres pays, tirant ainsi la croissance du reste de la zone dans son sillage. Les fluctuations des économies nationales tendent ainsi à devenir similaires, tout en se synchronisant. L'adoption d'une monnaie unique permet ainsi une convergence des fluctuations économiques, cette convergence permettant en retour la définition d'une seule politique monétaire pour l'ensemble des pays de la zone.

Source : La crise de l'euro, Patrick ARTUS et Isabelle GRAVET, 2012.

(1) Taux de change d'une monnaie : prix de cette monnaie par rapport à une autre.

DOCUMENT 3

Déficit (-) ou excédent (+) public dans cinq pays de l'union économique et monétaire européenne (en % du PIB)

	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	-0,1	-3,1	-4,1	-0,8	0,2
Danemark	3,2	-2,7	-2,5	-1,8	-4,0
Espagne	-4,5	-11,2	-9,7	-9,4	-10,6
France	-3,3	-7,5	-7,1	-5,3	-4,8
Italie	-2,7	-5,5	-4,5	-3,8	-3,0

Source : Eurostat, 2013.